

*Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Paris, A. Soldati,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RP N° 64

Paris, 9 septembre 1955

Une opinion sud-vietnamienne

Le Gouvernement du Sud-Vietnam est pour ainsi dire une affaire de famille.

Voici ce que, lors d'une conversation privée, m'a déclaré le frère du Président Diem, de passage à Paris, où il négocie des accords sur la coopération culturelle, ainsi que sur le statut du corps expéditionnaire.

M. Diem junior possède une acuité de pensée et une facilité d'expression qui ne dépareraient pas un homme d'Etat même en Occident.

Il n'y a que le Royaume-Uni qui, actuellement, insiste pour que, pour la forme du moins, le Gouvernement de Saïgon suive la procédure fixée à Genève en juillet 1954¹, tendant à la préparation d'un plébiscite dans le Nord comme dans le Sud-Vietnam. Le Royaume-Uni insisterait, vis-à-vis de Saïgon afin que le Sud-Vietnam ne soit pas pris en défaut «de forme» sur ce point. M. Diem répond que cela est bien jugé au point de vue occidental. Sur le plan des réalités, si le Sud-Vietnam devait afficher que le scrutin serait tenu dans les délais prévus à Genève, cela déclencherait dans l'ensemble du pays le défaitisme et la panique. Aucun Vietnamien sensé, en effet, ne peut se faire d'illusion sur le résultat du scrutin au stade actuel, et cela pour les raisons suivantes:

1. Les méthodes de contrôle instituées à Genève en juillet 1954 ont fait banqueroute, en ce qui concerne l'importation de matériel de guerre dans le Nord-Vietnam, en provenance de Chine, comme quant à l'activité de la commission dite neutre dans le Sud-Vietnam. Une instance appelée à garantir une réelle liberté de vote dans un pays oriental, qui n'a jamais connu de scrutin public, devrait disposer, dit M. Diem, de plusieurs centaines de milliers d'hommes environ, pour que les garanties soient effectives dans les villages, les rizières et les montagnes vietnamiens, et elle devrait être vraiment neutre. Or, l'Inde qui assure la présidence de la commission de contrôle, assistée du Canada et de la Pologne, n'a pas la possibilité de fournir des garanties effectives, et elle en a de moins en moins la volonté: ce serait aller à l'encontre de sa politique opportuniste. Il n'y a de neutre dans cette commission que le Canada.

2. Le Nord-Vietnam fournirait, en cas de vote, 99% de bulletins en faveur du Vietminh. La commission de contrôle n'est pas en mesure d'assurer la liberté du scrutin. Il se réduirait à une farce. Le Gouvernement de Saïgon, qui n'a pas souscrit aux accords de Genève, n'est pas disposé à s'y prêter.

¹ Sur la conférence asiatique de Genève, du 26 avril au 21 juillet 1954, cf. DDS, vol. 19, Nos 93 et 110 (DoDiS-9435 et 8175).

3. En Malaisie, avant d'introduire des élections dans un pays analphabète et superstitieux, les Anglais avaient préparé le terrain avec plus de temps et d'argent que n'en dispose le Sud-Vietnam.

Le *Royaume-Uni* est seul à insister sur l'application intégrale des accords de Genève. Mais il n'a pas les moyens d'exercer une pression sur le Sud-Vietnam.

Je demande quelles sont les tendances sur ce point de la politique *américaine*. Diem junior répond en scandant ses mots: la politique américaine au Vietnam est dictée par nous, et non pas inversement. C'est en cela que nous nous distinguons soit du régime sud-coréen, soit du régime de Formose. A Saïgon, ce sont les Vietnamiens qui inspirent la politique américaine. Ce n'est le cas dans aucune autre région de l'Asie.

La *France* reste, quant au fond, neutre sur ce point, même si en principe les milieux mendésiens et neutralistes réclament l'application intégrale des accords de Genève. Mais aucune pression ne peut s'exercer, tendant à entraîner le Gouvernement de Saïgon vers la préparation du scrutin de 1956.

Mon interlocuteur pense donc qu'on s'achemine vers une perpétuation du *statu quo*, comme sur les autres points du globe d'ailleurs. Bien entendu, cette politique de fond ne sera pas démasquée par des prises de position officielles aussi nettes et brutales du Sud-Vietnam: elle sera exécutée «en douce.»

Le Sud-Vietnam est, depuis Genève, souverain. Il ne fait pas partie de l'Union française. Il est de facto encore dans la zone franc; il a des rapports avec la France sur le plan culturel, La présence du corps expéditionnaire demande certains arrangements *de facto*.

La présence du corps expéditionnaire, de 70'000 hommes, est-elle considérée par le Sud-Vietnam comme un facteur de sécurité? On me répond que cela dépend de l'attitude et de l'évolution de la politique française. Pour autant que Paris respectera l'intégralité et la souveraineté du Sud-Vietnam – ce qui reste à voir – et que le corps expéditionnaire s'emploiera dans ce même sens et s'apprête graduellement à quitter le pays, il n'y aura à brève échéance aucun obstacle à sa présence!

Interrogé sur ses réserves quant à la présence à Hanoi de la mission de liaison française dans le Nord-Vietnam, M. Diem les maintient. M. Jean Sainteny, chef de la mission française auprès du Gouvernement du Nord-Vietnam, est pratiquement toujours à Paris. Il est représenté à Hanoi par un sous-ordre. L'activité de cette mission se borne à une protection précaire d'intérêts français désormais très restreints. Néanmoins, sa présence même au Tonkin est considérée à Saïgon comme entravant le développement de l'amitié avec la France que le nouveau Vietnam peut avoir seulement avec les pays qui ont une attitude nette et franche.

Mon interlocuteur revient à son *leitmotiv*, la politique de M. Nehru. Le Premier Ministre indien poursuivrait en Asie un «leadership» destiné à cacher la faiblesse fondamentale et incurable de son pays dans tous les domaines. Il poursuivrait sa politique personnelle de prestige aux dépens des intérêts *réels* des pays asiatiques.

D'après M. Diem, le communisme n'est pas une doctrine asiatique. Il

devrait être rejeté comme toutes autres emprises de l'Europe sur l'Asie. C'est bien là l'idée des Philippines, de la Thaïlande, de Ceylan, du Pakistan, dans une certaine mesure, de l'Indonésie et de la Birmanie. Mais en poursuivant une politique opportuniste, qui lui permet de se présenter en champion entre deux blocs, le Président Nehru négligerait, d'après ce qu'on me dit, les vrais intérêts de l'Asie qui devraient se résumer dans le slogan: l'Asie aux Asiatiques (et non pas aux régimes importés, comme le régime communiste).

M. Diem ne croit pas que la Chine soit pour quelque chose dans la nouvelle politique russe de détente. D'après lui, d'après la connaissance qu'on a à Saïgon de la situation en Chine, la situation du communisme en Asie est jugée trop sérieuse, dans deux régimes congénitalement expansionnistes, Moscou et Pékin, pour qu'ils puissent subordonner leurs buts communs à des idées de rivalité. Il peut y avoir des querelles de famille entre Pékin et Moscou. Mais il y a surtout une très étroite et très sincère solidarité communiste. Aucun n'est satellite de l'autre. Ils ont beaucoup de chemin à accomplir et un large programme à remplir en commune entente. D'après M. Diem, il n'y a aucune rivalité entre l'expansion du communisme dans le sud-est asiatique, de source russe ou de source chinoise. Par contre, la famine fait de sérieux ravages en Chine. Le Nord-Vietnam, traditionnellement exportateur de riz, connaît pour la première fois la disette, parce que le riz tonkinois est ... exporté par la Chine!

Mon interlocuteur poursuit par une allégation hardie et dont il faut lui laisser l'entière responsabilité.

D'après lui, le Président Nehru et le Maréchal Tito se seraient entendus, lors du voyage de ce dernier à New-Dehli, pour amener les pays communistes à supprimer le Kominform². Ils agiraient dans ce sens à Moscou. Ils voudraient lui substituer une alliance entre pays progressistes, qui en reprendrait les fonctions, avec la tendance stalinienne en moins. Pour maintenir leur audience auprès des pays communistes, la Yougoslavie et l'Inde seraient disposées à aller très loin. Ainsi – et il faut ici encore laisser à cet esprit partisan l'entière responsabilité de ce qu'il avance – les missions diplomatiques des pays du bloc communiste sont «brûlées» en ce qui concerne leurs contacts avec les partis communistes occidentaux et asiatiques.

Dans le climat actuel de détente³, ce soin serait laissé désormais, d'après M. Diem, aux missions diplomatiques yougoslaves et indiennes. L'Inde et la Yougoslavie auraient l'illusion de reprendre par ce moyen, un certain contrôle sur les activités communistes extérieures.

D'après ce personnage, qui ne mâche pas ses mots, les autorités françaises auraient la preuve que les subsides (de provenance russe) aux communistes de Madagascar, leur auraient été versés par le Consulat indien. Les représentations indiennes et yougoslaves se partagent également cette tâche en Asie. On s'acheminerait vers une suppression du Kominform. Le bloc des puissances progressistes en prendrait la suite, la Yougoslavie et l'Inde étant trop

2. Sur le voyage de Tito à New Dehli, cf. le rapport du Chargé d'Affaires a. i., H. U. Rentsch, du 24 décembre 1954, E 2300(-)/9001/300.

3. Cf. N° 25 dans le présent volume.

contentes de voir ainsi augmenter leur rôle international par des concessions au bloc communiste qu'elles voudraient voir évoluer.

Revenant à la situation à Saïgon, M. Diem expose que M. Hoppenot n'est accrédité auprès des autorités qu'en tant qu'Ambassadeur de France. En cette qualité, il se range dans le corps diplomatique, après les Ambassadeurs du Royaume-Uni, des USA et du Japon, à la quatrième place. Il y aurait une quarantaine de missions diplomatiques normales à Saïgon.

Quant au Cambodge et au Laos, ces pays se seraient placés sous le «leadership» politique de l'Inde, notamment depuis les accords de Genève, qui ont créé un vide politique en Indochine. Ils croient trouver à New Delhi un point de ralliement et d'appui qui n'est ni Washington, ni Pékin. Ils se sont refusés à voir, jusqu'ici, que l'attitude de l'Inde est de moins en moins impartiale, et proprement asiatique, poursuivant une politique opportuniste d'équilibre qui seule peut lui assurer un rôle prépondérant.